

LA MICROFINANCE EST-ELLE UNE STRATÉGIE EFFICACE POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DU MILLÉNAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ?

ELIZABETH LITTLEFIELD, JONATHAN MORDUCH ET SYED HASHEMI

Introduction

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés par les Nations Unies mobilisent les forces de la communauté du développement qui s'emploie à relever d'urgence le défi que pose l'amélioration du bien-être des habitants les plus démunis de la planète. Les organismes bailleurs de fonds articulent leurs programmes de manière à favoriser la réalisation des OMD et dégagent de nouvelles ressources pour faire reculer la faim et la pauvreté, éliminer le VIH/sida et les maladies infectieuses, promouvoir l'émancipation des femmes et améliorer leur état de santé, assurer une éducation à tous les enfants et réduire la mortalité infantile¹.

Les OMD se présentent sous forme de réalisations concrètes dans les domaines de la nutrition, de l'éducation, de la santé, de la parité hommes-femmes et de l'environnement. Les efforts déployés dans ces perspectives constitueront donc une partie importante de toute stratégie de développement guidée par les OMD. L'expérience accumulée depuis plusieurs dizaines d'années a toutefois montré que les progrès en ces domaines dépendent dans une mesure considérable d'autres aspects du contexte général, tels qu'une bonne administration publique, la sécurité de la personne, la croissance économique et l'infrastructure de base (par exemple pour les transports). L'expérience montre de plus en plus l'importance que revêt la possibilité pour les ménages pauvres d'avoir accès à des services financiers (« microfinance ») et le fort impact de ces services sur la réalisation des OMD. Cette étude a pour objet de mettre en valeur ces démonstrations.

La microfinance, et son impact, débordent largement le cadre du simple octroi de crédits à des entreprises. Les pauvres ont recours à des services financiers pour investir non seulement dans leurs microentreprises, mais aussi dans la santé et l'éducation, pour gérer les urgences auxquelles se trouve confronté leur ménage et pour satisfaire à une large gamme d'autres besoins de liquidités. Ces services recouvrent les prêts, les

¹ Les objectifs du Millénaire pour le développement consistent à : 1) réduire l'extrême pauvreté et la faim ; 2) assurer l'éducation primaire pour tous ; 3) promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes ; 4) réduire la mortalité infantile ; 5) améliorer la santé maternelle ; 6) combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; 7) assurer un environnement durable ; et 8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement.



La série de Notes Focus du CGAP est l'outil principal de diffusion d'informations sur les meilleures pratiques en microfinance auprès des gouvernements, des bailleurs de fonds et des institutions privées et financières.

Si vous désirez recevoir les autres numéros de la série, ou envoyer des commentaires ou contributions, veuillez contacter le CGAP à l'adresse suivante :

1818 H Street, N.W.
Washington, DC 20433

Tel : 202 473 9594
Fax : 202 522 3744

E-mail :
cgap@worldbank.org

Site web :
www.cgap.org

mécanismes d'épargne, les assurances, les transferts, voire même les « micro-pensions ». Les millions de clients de la microfinance dans le monde entier prouvent que l'accès aux services financiers permet aux individus pauvres d'accroître le revenu de leur ménage, d'acquérir des biens et de réduire leur vulnérabilité aux crises qui sont leur lot quotidien. L'accès aux services financiers se traduit également par une amélioration des indicateurs de nutrition et de santé, tels que les taux d'immunisation. Il permet aux bénéficiaires de faire des projets d'avenir et d'envoyer un plus grand nombre de leurs enfants à l'école plus longtemps. Il permet également aux femmes clientes d'acquérir de l'assurance et, partant, d'être mieux en mesure de faire face aux inégalités entre les sexes.

Les clients de la microfinance gèrent leurs liquidités et les affectent aux dépenses qu'ils jugent prioritaires pour leur ménage. La microfinance est donc un facteur de développement particulièrement participatif et non paternaliste. L'accès à des services financiers souples, commodes et abordables démarginalise les pauvres et leur permet de faire leurs propres choix et de tracer leur voie pour sortir durablement de la pauvreté.

La microfinance est un instrument de développement unique : les bénéfices sociaux qu'elle engendre peuvent être produits de manière continue, permanente et à grande échelle. Dans le monde entier, de nombreuses institutions de microfinance bien gérées offrent durablement des services financiers sans avoir besoin de l'appui de bailleurs de fonds. La microfinance suit un cycle de viabilité et d'expansion massive qui se nourrit de lui-même, tout en ayant un puissant impact sur la condition des pauvres, voire des très pauvres. On a pu constater que plus la durée de la participation de clients à un programme donné s'allonge, plus cet impact s'accroît et, partant, plus ce cercle vertueux prend de l'ampleur.

Malheureusement, dans la plupart des pays, les pauvres n'ont pratiquement aucun accès à des services financiers formels. Les prêts contractés auprès de sources informelles, telles que la famille, les clubs d'épargne et les prêteurs privés, sont de

faible montant, sont administrés de manière rigide ou sont assortis de taux d'intérêt exorbitants. Le défi consiste donc à assurer un accès aux services financiers à la majorité pauvre.

La présente note fait le lien entre l'impact de la microfinance et la poursuite des OMD². Elle étudie, plus précisément, l'impact de la microfinance dans les domaines de l'éradication de la pauvreté, de la promotion de l'éducation des enfants, de l'amélioration des indicateurs de santé des femmes et des enfants et de l'émancipation des femmes. Pour finir, elle analyse la faisabilité d'offrir des services financiers de manière durable et à grande échelle à un nombre significatif de personnes très pauvres.

Éradication de la pauvreté

La microfinance permet aux pauvres de protéger, de diversifier et d'accroître leurs sources de revenus, autant de moyens essentiels pour pouvoir sortir du cycle de la pauvreté et de la faim. La possibilité d'emprunter une petite somme d'argent pour tirer parti d'opportunités commerciales, payer les frais de scolarité ou pallier un manque de liquidités peut permettre de franchir la première étape pour rompre le cycle de la pauvreté. De la même façon, les ménages pauvres auront recours à des comptes d'épargne sûrs et faciles à utiliser afin d'accumuler

² Il est difficile de mesurer de manière crédible l'impact des services financiers. L'existence d'une corrélation ne signifie pas qu'il existe une relation de cause à effet. Par exemple, il ne suffit pas de montrer que les clients d'un village sont plus aisés que ceux d'un autre village pour pouvoir en conclure que ce résultat est dû à la disponibilité de services financiers ; il est possible, après tout, que les prestataires de services financiers n'aient attiré ou retenu que des clients qui étaient probablement plus aisés au départ, même sans avoir bénéficié de services financiers. Les études qui ne prennent pas en compte les biais éventuels n'ont pas le pouvoir de prouver l'existence d'une relation de causalité. Peu d'études suivent des procédures totalement rigoureuses pour neutraliser les effets de biais de sélection, mais celles qui sont citées dans la présente note se sont efforcées de résoudre ce problème en cherchant à sélectionner des groupes de contrôle présentant des caractéristiques comparables à la population observée, à l'exception de leur participation à des programmes de microfinance. Les auteurs estiment que le profil général des résultats fournit des éclaircissements valides sur la question de l'impact — qui consiste à déterminer si l'offre de services financiers aux pauvres entraîne effectivement une amélioration contribuant à l'atteinte des OMD.

suffisamment de liquidités pour acquérir des biens, par exemple le stock de marchandises d'une petite entreprise commerciale, réparer un toit qui fuit, régler des dépenses de soins de santé ou envoyer davantage d'enfants à l'école.

La microfinance contribue également à réduire l'extrême vulnérabilité qui caractérise l'existence quotidienne des ménages pauvres. Les prêts, l'épargne et les assurances contribuent à lisser les fluctuations de revenus et à maintenir le niveau de consommation même en période de pénurie. La possibilité de recourir à des services financiers offre un moyen d'amortir l'impact d'urgences soudaines, de risques commerciaux, de difficultés saisonnières ou d'événements tels que des inondations ou un décès dans la famille, qui peuvent faire tomber une famille pauvre dans le dénuement.

Diverses études, quantitatives et qualitatives, font état de l'augmentation des revenus et des actifs des clients de la microfinance et de la diminution de leur vulnérabilité³. Les conclusions de certaines des études les plus fiables sont présentées ci-après.

- Barbara MckNelly et Chris Dunford notent que les deux tiers des clients de CRECER (Bolivie) ont vu leurs revenus augmenter après leur adhésion au programme⁴. Les clients ont également fait état d'un « lissage de leur consommation » sur l'année par suite de la diversification de leurs sources de revenus et de l'achat de denrées alimentaires en gros. Une augmentation du niveau d'épargne a été notée par 86 % des clients ; 78 % des clients n'avaient aucune épargne avant de participer au programme⁵.
- Dans une autre étude consacrée aux clients de Freedom from Hunger, au Ghana, MckNelly et Dunford ont établi que ces derniers avaient accru leurs revenus de 36 dollars contre 18 dollars pour les non-clients⁶. Les clients ont également sensiblement diversifié leurs sources de revenus, 80 % d'entre eux ayant développé des sources de revenus secondaires, contre 50 % des non-clients.
- En Indonésie, les emprunteurs ont accru leurs revenus de 12,9 % contre 3 % pour le groupe

de contrôle⁷. Une autre étude menée auprès des emprunteurs de Bank Rakyat Indonesia dans l'île de Lombok indique que les revenus moyens des clients ont augmenté de 112 % et que 90 % des ménages sont sortis de la pauvreté⁸.

- Une étude des clients de SHARE, en Inde, a montré que les trois quarts des clients qui ont participé le plus longtemps au programme ont enregistré une nette amélioration de leur bien-être économique (d'après les sources de revenus, la propriété des facteurs de production, les conditions de logement et le ratio de dépendance économique des ménages) et que la moitié des clients sont sortis de la pauvreté. L'étude fait ressortir une transformation très nette de la structure de l'emploi des clients — le travail irrégulier à la journée fait ainsi place à des activités rémunératrices diversifiées, à l'emploi d'un plus grand nombre de membres

³ Un petit nombre d'études n'ont pas détecté d'impact positif de la microfinance et quelques rares analyses ont identifié un impact négatif. Toutefois, la fréquence de ces résultats est trop faible pour vraiment invalider la conclusion généralement favorable qui ressort de la grande majorité des observations.

⁴ Barbara MckNelly et Christopher Dunford, *Impact of Credit with Education on Mothers and Their Young Children's Nutrition: CRECER Credit with Education Program in Bolivia*, Freedom from Hunger; Research Paper n° 5 (Davis, Calif.: Freedom from Hunger, 1999).

⁵ Anton Simanowitz en association avec Alice Walters, « Ensuring Impact: Reaching the Poorest while Building Financially Self-Sufficient Institutions, and Showing Improvement in the Lives of the Poorest Women and Their Families, » publié dans *Pathways out of Poverty: Innovations in Microfinance for the Poorest Families*, sous la direction de Sam Daley-Harris (Bloomfield, Conn.: Kumarian Press, Inc., 2002).

⁶ Barbara MckNelly et Christopher Dunford, *Impact of Credit with Education on Mothers and Their Young Children's Nutrition: Lower Pra Rural Bank Credit with Education Program in Ghana*, Freedom from Hunger Research Paper No. 4 (Davis, Calif.: Freedom from Hunger, 1998), tel que présenté dans *Analysis of the Effects of Microfinance on Poverty Reduction*, de Jonathan Morduch et Barbara Haley (préparé par RESULTS Canada pour l'Agence canadienne de développement international, novembre 2001).

⁷ Joe Remenyi et Benjamin Quinones Jr., directeurs de publication, *Microfinance and Poverty Alleviation: Case Studies from Asia and the Pacific* (New York: Pinter Publishers, Ltd., juin 2000), 79, 131-34; 253-64.

⁸ Panjaitan-Drioadisuryo, D.M. Rositan, et Kathleen Cloud, « Gender, Self-Employment, and Microcredit Programs: An Indonesian Case Study » *Quarterly Review of Economics and Finance* 39 (1999).

de la famille et à un recours très marqué à de petites entreprises. Plus de la moitié des clients de SHARE ont indiqué qu'ils avaient utilisé les bénéfices tirés de leur microentreprise pour financer d'importants événements sociaux plutôt que de s'endetter pour s'acquitter de ces obligations⁹.

- Durant la période 1997-99 les dépenses alimentaires ont évolué à la baisse au Zimbabwe. Il s'agit là probablement d'une stratégie adoptée par la population pour faire face à l'augmentation du coût de la vie. La participation à Zambuko Trust a toutefois eu un impact positif sur la consommation d'aliments riches en protéines (viandes, poissons, poulet et lait) des ménages clients très pauvres¹⁰.
- Il ressort d'une étude d'impact détaillée consacrée à BRAC, au Bangladesh, que les membres ayant participé au programme pendant plus de quatre ans ont pu relever le niveau des dépenses de leur ménage de 26 % et leurs actifs de 112 %¹¹. Une autre analyse des données collectées au niveau des ménages a permis d'établir que l'accès aux services financiers avait permis aux clients de BRAC de réduire leur vulnérabilité en lissant leur consommation, en consolidant leurs actifs et en recourant aux services lors de catastrophes naturelles¹².
- Une étude approfondie de la microfinance consacrée par la Banque mondiale au début des années 90 à trois des plus grands programmes opérant au Bangladesh — Grameen Bank, BRAC et RD-12 — a abouti à la conclusion que les femmes clientes pouvaient accroître la consommation du ménage de 18 taka par 100 taka emprunté, et que 5 % des clients sortaient de la pauvreté chaque année en empruntant et en participant au programme de microfinance¹³. Fait plus important encore, les ménages ont pu maintenir ces gains au cours des années. Ces programmes ont également eu des retombées positives sur l'économie villageoise. Les niveaux de revenu moyen des ménages habitant dans les villages couverts par un programme ont augmenté, même pour les

ménages non-clients. L'un des programmes a même eu un impact sur les niveaux de salaires locaux. Par suite de l'augmentation du nombre de personnes menant une petite activité indépendante et de la réduction correspondante du nombre de salariés informels, les salaires ont augmenté de 21 % dans les villages couverts par le programme.

- Une importante étude consacrée antérieurement à la Grameen Bank a également permis d'établir l'existence d'une relation statistique entre le programme et le bien-être économique¹⁴. Selon l'étude, les revenus des membres de la Grameen étaient supérieurs de 43 % à ceux de groupes de contrôle habitant dans des villages non couverts par le programme et de 28 % à ceux des non-clients du programme habitant dans les villages desservis par la Grameen. Les membres de cette dernière étaient également davantage en mesure de faire appel à leur épargne et à leurs propres ressources en cas de crise au lieu d'emprunter à des prêteurs privés. Les niveaux de rémunération avaient également augmenté dans les villages couverts par le programme.

Promotion de l'éducation des enfants

L'une des premières décisions que prennent les pauvres du monde entier quand ils commencent à dégager des revenus supplémentaires d'une microentreprise consiste à investir dans l'éducation de leurs enfants. Les études réalisées montrent que

⁹ Repris de Simanowitz, « Ensuring Impact » (2002).

¹⁰ Carolyn Barnes, *Microfinance Program Clients and Impact: An Assessment of Zambuko Trust, Zimbabwe*, Étude USAID-AIMS (Washington : 2001).

¹¹ S. Mustafa, et al, *Beacon of Hope: An Impact Assessment of BRAC's Rural Development Programme* (Dhaka, Bangladesh: BRAC, 1996).

¹² Hassan Zaman, *Assessing the Poverty and Vulnerability Impact of Micro-Credit in Bangladesh: A Case Study of BRAC* (Washington : Banque mondiale, 2000).

¹³ Shahidur Khandker, *Fighting Poverty with Microcredit: Experience in Bangladesh* (New York: Oxford University Press, Inc., 1998).

¹⁴ M. Hossain, *Credit for the Alleviation of Rural Poverty: The Grameen Bank in Bangladesh*, Research Report n° 55 (Washington : IFPRI, 1988).

les enfants de clients de programmes de microfinance ont une plus grande chance d'aller à l'école et de poursuivre leurs études plus longtemps que les autres. Le taux d'abandon des études est aussi plus faible pour les enfants de ces ménages.

Pour appuyer cet objectif prioritaire, de nombreux programmes de microfinance ont entrepris de mettre au point de nouveaux produits de crédit et d'épargne spécifiquement adaptés au financement des frais de scolarité.

Quelques études ont été consacrées à l'impact de la microfinance sur la scolarisation.

- Une étude longitudinale menée dans la région couverte par BRAC au Bangladesh a montré que la proportion des enfants de 11 à 14 ans de ménages membres du programme qui possèdent des compétences de base en lecture, écriture et calcul est passée de 12 % au moment du lancement du programme à 24 % en 1995. Seulement 14 % des enfants de ménages non membres ont réussi les tests visant à vérifier leur acquis scolaires en 1995¹⁵.
- L'étude ethnographique d'un village Grameen réalisée par Helen Todd en 1996 montre que les taux de scolarisation des enfants Grameen sont considérablement plus élevés que ceux des enfants dont la famille n'est pas membre du programme. Presque toutes les filles des ménages Grameen ont fréquenté l'école au moins pendant un temps, contre 60 % des filles du groupe de comparaison ; 80 % des garçons Grameen ont été scolarisés contre 54 % de ceux des ménages non membres du programme. Cette conclusion est corroborée par l'étude effectuée par la Banque mondiale en 1998, qui fait état de taux de scolarisation supérieurs pour les enfants de tous les participants à un programme de crédit, ainsi que des taux de scolarisation significativement plus élevés pour les filles des ménages clients de la Grameen¹⁶.
- Une étude de Save the Children couvrant différents programmes de microfinance note que, au Honduras, les clients ont indiqué que leur participation à un programme de crédit

et d'épargne leur avait permis d'accroître leurs gains et les ressources dont ils disposaient¹⁷, de sorte qu'il leur était possible d'envoyer beaucoup de leurs enfants à l'école et de réduire le taux d'abandon en cours d'études.

- Une étude d'impact d'un programme de microfinance en Ouganda, réalisée pour le projet USAID-AIMS, a montré que les ménages clients investissaient davantage dans l'éducation que les ménages non-clients. Dans le cas de plus de la moitié des ménages-clients, les revenus tirés de leur microentreprise ont contribué dans une mesure importante à financer l'éducation de leurs enfants. Il existe également une probabilité significativement plus élevée que les clients financent les frais de scolarité d'un enfant non membre de leur ménage que les non-clients, ce qui ne manque pas d'avoir des implications pour la poursuite de la scolarité des orphelins et des enfants des ménages touchés par le VIH/sida¹⁸.
- L'étude consacrée par AIMS aux clients de Zambuko Trust a détecté un impact positif sur les taux d'inscription des garçons âgés de 6 à 16 ans sur la période 1997-99, bien que le taux de scolarisation des filles de 6 à 16 ans ait diminué sur cette même période, celles-ci ayant peut-être dû abandonner leurs études pour s'occuper d'un malade au foyer. Les données relatives aux clients ayant emprunté à plusieurs reprises permettent de penser que le renouvellement des crédits se traduit par une augmentation de la probabilité que les enfants de 6 à 21 ans issus de ménages clients poursuivront leurs études scolaires¹⁹.

¹⁵ A.M.R. Chowdhury et A. Bhuiya, « Do Poverty Alleviation Programmes Reduce Inequity in Health: Lessons from Bangladesh » publié dans *Poverty Inequity and Health*, sous la direction de D. Leon et G. Walt (Oxford: Oxford University Press, 2001).

¹⁶ Khandker, *Fighting Poverty with Microcredit* (1998).

¹⁷ Marcus, et al, *Money Matters* (1999).

¹⁸ Caroline Barnes, Gary Gaile et Richard Kimbombo, *Impact of Three Microfinance Programs in Uganda*, Étude USAID-AIMS (Washington.: Management of Systems International, 2001).

¹⁹ Barnes, *Microfinance Program Clients and Impact [Zimbabwe]* (2001).

- Le pourcentage d'enfants de la classe ouvrière inscrits à l'école à Ahmedabad est de 55 % pour les filles et de 65 % pour les garçons âgés de 11 à 17 ans en 1997. Sur la période 1997-99, les emprunts contractés auprès de SEWA Bank ont eu un impact positif sur les taux d'inscription des garçons dans le secondaire, qui est passé à 70 %. Par contre, la relation entre la participation à SEWA et l'inscription des filles dans le secondaire, ou des filles et des garçons dans le primaire, est ténue²⁰.

Amélioration de l'état de santé des femmes et des enfants

La maladie est généralement le plus important facteur de crise pour les familles pauvres. Un décès dans la famille, une interruption de travail par suite d'une maladie et les dépenses en soins de santé peuvent épuiser les revenus et l'épargne. Ils peuvent forcer un ménage à vendre ses biens et à s'endetter. Pour les clients de la microfinance, la maladie est souvent la principale raison pour laquelle un emprunt n'est pas remboursé.

Les ménages clients de la microfinance semblent avoir une meilleure nutrition, une meilleure hygiène et un meilleur état de santé que les ménages non clients comparables. La disponibilité d'un revenu plus élevé et plus stable a généralement pour contrepartie une meilleure nutrition, de meilleures conditions de vie et le recours à des soins de santé préventifs. Grâce à leurs gains plus élevés et aux différentes options qu'ils peuvent adopter pour gérer leurs ressources financières, les clients peuvent aussi remédier rapidement à leurs problèmes de santé au lieu d'attendre que leur état ne se détériore.

Certaines institutions de microfinance fournissent, outre des services financiers, une éducation sanitaire qui revêt généralement la forme de messages de prévention simples axés sur la vaccination, la consommation d'eau potable et les soins prénataux et postnataux. Certains programmes proposent des produits de crédit spécifiquement ciblés sur l'eau, l'assainissement et le logement. Un nombre croissant d'institutions de microfinance forgent

des partenariats avec des prestataires de services d'assurance afin d'offrir une assurance médicale à leurs clients.

Bien que limitées, les observations concernant tout particulièrement la santé des femmes et des enfants de ménages participant au programme témoignent du fort impact positif de ce dernier.

- CRECER, en Bolivie, assure une éducation sanitaire de base en même temps qu'elle fournit ses services financiers. Une étude d'impact montre que ses clients ont adopté de meilleures pratiques d'allaitement maternel, ont une plus grande probabilité de recourir à une thérapie de réhydratation lorsque leurs enfants ont la diarrhée, et sont plus nombreux à vacciner leurs enfants contre le DT Coq²¹.
- Une étude similaire menée au Ghana a permis d'établir que les clients de Freedom from Hunger ont adopté de meilleures pratiques d'allaitement maternel et que leurs enfants d'un an sont en meilleure santé que les enfants de ménages non clients si l'on considère les rapports poids-âge et taille-âge. Les clients ont également apporté d'importantes améliorations à un certain nombre de pratiques sanitaires — telles que l'allaitement maternel immédiatement après la naissance (pour que le nouveau-né puisse bénéficier du colostrum), l'introduction de liquides et des premiers aliments solides dans l'alimentation des bébés, et l'administration d'une thérapie de réhydratation aux enfants ayant la diarrhée²².
- Une étude, réalisée pour le compte de USAID-AIMS, a montré que les clients du programme de microfinance FOCCAS, en Ouganda, qui avaient reçu des instructions sur les soins à donner les domaines de l'allaitement maternel, des soins préventifs et du planning familial

²⁰ Martha A. Chen et Donald Snodgrass, *Managing Resources, Activities, and Risk in Urban India: The Impact of SEWA Bank* (Washington : AIMS, 2001).

²¹ MckNelly et Dunford, *Impact of Credit with Education* [Bolivia] (1999).

²² MckNelly et Dunford, *Impact of Credit with Education* [Bolivia] (1999).

avaient de meilleures habitudes sanitaires que les non-clients. Quarante-vingt quinze pour cent des clients avaient adopté de meilleures pratiques sanitaires et nutritives pour leurs enfants, contre 72 % des non-clients, et 32 % des clients avaient essayé au moins une méthode de prévention du sida contre 18 % pour les non-clients²³.

- Selon une étude longitudinale détaillée des clients de BRAC, les cas de malnutrition avancée sont moins nombreux parmi les membres (que dans le groupe de contrôle) et, fait plus important, le degré de malnutrition avancée diminue en même temps que s'allonge la période d'adhésion au programme²⁴.
- Au Bangladesh, une étude de la Banque mondiale a montré qu'un accroissement de 10 % du crédit accordé aux femmes était associé à une augmentation de 6,3 % du tour de bras des filles. La circonférence du bras a également augmenté chez les fils, bien que dans une moindre mesure. On a pu aussi constater un effet positif significatif sur le plan statistique sur le rapport taille-âge aussi bien des garçons que des filles²⁵.
- Une autre enquête portant sur les clients de programmes de microfinance au Bangladesh a indiqué que les taux d'utilisation de moyens contraceptifs étaient sensiblement plus élevés chez les clients de la Grameen (59 %) que chez les non-clients (43 %) ²⁶. Une étude ultérieure réalisée par Minazur Rahman et Julie DaVanzo arrive également à la conclusion que le taux d'utilisation de contraceptifs a augmenté²⁷. Ces résultats s'expliquent, en général, par une meilleure connaissance des programmes de contraception acquise dans le cadre de réunions de groupes et par l'augmentation de la mobilité des femmes qui peuvent se déplacer pour se procurer ces services.

Aucune étude n'a été consacrée de manière spécifique au lien entre la microfinance et l'élargissement de l'accès à l'eau potable et à des services

d'assainissement. Il existe toutefois de bonnes raisons de penser que l'augmentation des gains permis par l'accès à des services financiers entraîne des investissements visant à améliorer le logement, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, autant d'éléments qui ont, à leur tour, un effet positif sur l'état de santé. De nombreux programmes de microfinance accordent des prêts spécifiquement adaptés au financement de puits tubulaires et de toilettes. D'autres programmes, comme SEWA, en Inde, accordent des prêts pour l'amélioration des équipements collectifs (y compris les conduites d'eau, les toilettes, les équipements de drainage et les routes goudronnées). La constitution de partenariats entre des programmes de microfinance et des prestataires de services d'infrastructure privés est une option prometteuse, étant donné le peu de résultats produits par les efforts déployés par les pouvoirs publics pour approvisionner en eau et fournir des services d'assainissement à un grand nombre de pauvres et le volume élevé des investissements initiaux qui décourage le secteur privé de chercher à fournir ces services aux pauvres.

Émancipation des femmes

Les programmes de microfinance s'efforcent de manière générale d'attirer une clientèle féminine. Les femmes sont souvent plus responsables sur le plan financier et respectent mieux que les hommes les calendriers de remboursement. On a pu également établir que les femmes étaient plus enclines

²³ Barnes, et al, *Impact of Three Microfinance Programs in Uganda* (2001).

²⁴ Chowdhury et Bhuiya, « Do Poverty Alleviation Programmes Reduce Inequity in Health » (2001).

²⁵ Mark M. Pitt, et al, « Credit Programs for the Poor and the Health Status of Children in Rural Bangladesh » *International Economic Review*, à paraître.

²⁶ S.R. Schuler et S.M. Hashemi, « Credit Programs, Women's Empowerment, and Contraceptive Use in Rural Bangladesh », *Studies in Family Planning* 25, no. 2 (1994).

²⁷ Mizanur Rahman, Julie DaVanzo et Abdur Razzaque, *Fertility Transition, Contraceptive Use, and Abortion in Rural Bangladesh: The Case of Matlab* (Washington : Futures Group International, février 2000).

que les hommes à investir le surcroît de revenus dans l'amélioration du bien-être du ménage et de la famille. Fait peut-être plus important, l'accès à des services financiers peut encourager les femmes à avoir davantage confiance en elles, à prendre de l'assurance, à participer davantage aux décisions du ménage et de la communauté et leur permettre d'être mieux en mesure de faire face aux inégalités structurelles entre les sexes. Cette émancipation est cependant loin d'être automatique — les questions d'égalité hommes-femmes sont complexes. Un programme bien conçu peut avoir un impact important sur le renforcement de l'autonomie des femmes et permettre à celles-ci de posséder davantage de biens, de contribuer de manière plus active aux décisions du ménage et d'accroître les investissements dans le bien-être de la famille.

- Les programmes de microfinance opérant dans différentes régions font état d'un renforcement de la participation de leurs clientes dans les processus de décision. Au Népal, Women's Empowerment Program a déterminé que 68 % de ses membres prenaient des décisions concernant l'achat ou la vente de biens, la scolarisation de leurs filles, la négociation du mariage de leurs enfants, ainsi que la planification familiale. Ces décisions étaient traditionnellement prises par leur mari. World Education, qui fournit des services d'éducation en même temps que des services financiers, a déterminé que les femmes étaient en meilleure position pour s'assurer que leurs filles avaient le même accès à la nourriture, à l'éducation et aux soins médicaux. Aux Philippines, TSPI a noté que la participation au programme avait accru de 33 % à 51 % le pourcentage des femmes responsables principales du budget du ménage. Dans le groupe de contrôle, seulement 31 % des femmes se trouvaient dans cette situation²⁸.
- Selon les résultats des études de Freedom from Hunger menées en Bolivie et au Ghana, la participation au programme a donné aux femmes confiance en elles et a amélioré leur position au

sein de la communauté. Au Ghana, elles jouent désormais un rôle plus actif dans la vie collective et dans les cérémonies communautaires tandis que, en Bolivie, elles s'impliquent activement au niveau des administrations locales²⁹.

- Une enquête réalisée auprès de 1 300 clientes et non-clientes au Bangladesh a montré que les participantes au programme de crédit étaient nettement plus démarginalisées que les non-clientes sur le plan de la mobilité physique, de la propriété et du contrôle des actifs productifs (notamment les terres), de la participation au processus de décision et de la connaissance des questions politiques et juridiques. Cette démarginalisation s'accroît avec la durée de l'adhésion au programme, ce qui témoigne de la forte influence de ce dernier. L'étude a également noté, dans certains cas, que la participation des femmes au programme s'était accompagnée d'un accroissement des violences dans la famille. Toutefois, après un temps, les hommes et les autres membres de la famille finissent par mieux accepter cette participation, et les épisodes de violences diminuent³⁰.
- Dans son étude, Naila Kabeer constate que les transformations induites par les programmes de microfinance se manifestent, chez les personnes, par un plus grand amour-propre. Au niveau des ménages, elle a noté que la contribution plus importante des femmes aux ressources s'était traduite, dans la grande majorité des cas, par une atténuation des tensions et une réduction des violences dans la famille. Les femmes ont souvent indiqué qu'elles étaient traitées avec une affection renouvelée et plus de considération par les autres membres du

²⁸ Susy Cheston et Lisa Kuhn, *Empowering Women through Microfinance* (New York: UNIFEM, 2002).

²⁹ MKNelly et Dunford, *Impact of Credit with Education [Ghana]* (1998); et *Impact of Credit with Education [Bolivia]* (1999).

³⁰ Syed Hashemi, Sidney Schuler, et Ann Riley, « Rural Credit Programs and Women's Empowerment in Bangladesh » *World Development* 24, no. 4 (1996) : 635-53.

ménage après un certain temps de participation au programme³¹.

- On dispose de peu d'informations sur la démarginalisation politique des clients de la microfinance, que ce soit en ce qui concerne leur participation à des efforts de mobilisation politique ou leur candidature à des fonctions politiques. Il existe toutefois de nombreux témoignages de cette évolution. Des clientes de Opportunity Microfinance Bank, aux Philippines, ont été élues pour occuper des fonctions au sein des administrations locales. CRECER en Bolivie, CSD au Népal, Grameen et BRAC au Bangladesh, et World Education, ont tous indiqué que certains de leurs clients s'étaient présentés à des élections municipales et avaient été élus. FORA, en Russie, a organisé une campagne pour promouvoir la démocratie dans les élections russes. Les membres de SEWA et ceux de Working Women's Forum, en Inde, se sont organisés pour obtenir de meilleurs salaires et davantage de droits pour les femmes travaillant dans le secteur informel, pour résoudre des problèmes de quartiers et pour promouvoir des réformes juridiques.

Offre de services aux groupes de population très pauvres

L'un des objectifs du Millénaire pour le développement consiste à réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire les quelque 1,2 milliard d'individus qui survivent avec moins d'un dollar par jour. La microfinance sert-elle ce groupe de population ? Peut-elle le faire sur une très grande échelle ?

Pour répondre à la première question, il faut déterminer s'il est faisable, sur le plan financier, d'offrir des services à des individus vivant dans la pauvreté absolue. Dans le cas des institutions de microfinance dont les opérations reposent sur le crédit, les clients les plus pauvres contractent généralement les emprunts les plus petits ; or, plus le montant moyen des prêts est faible, plus les coûts sont difficiles à couvrir. Toutefois, des pro-

grammes de conception novatrice, donnant lieu à l'application de méthodes bancaires simplifiées et économiques, ont réussi à éliminer ces contraintes de coût et permettent à un nombre croissant d'institutions de microfinance de servir des emprunteurs très pauvres tout en recouvrant leurs coûts. ASA, au Bangladesh, a joué un rôle moteur dans la conception de tels systèmes. Banco do Nordeste, au Brésil, réalise une grande partie de ses transactions par l'intermédiaire du réseau des postes, ce qui lui permet de réduire considérablement ses coûts ainsi que les coûts de transaction assumés par les emprunteurs.

Un nombre croissant d'institutions de microfinance fournissent des services à une clientèle vivant avec moins d'un dollar par jour, et sont financièrement viables³². Au Bangladesh, 65 % des clients de BRAC vivent avec moins d'un dollar par jour et ne sont propriétaires d'aucune terre agricole, et pourtant BRAC a affiché un rendement des actifs de 4,3 % en 2000. Plus de 70 % des clients de SHARE (Inde) et de CARD (Philippines) ne sont pas propriétaires de terres agricoles, de sorte que l'on peut poser en hypothèse que la plupart d'entre eux vivent avec moins d'un dollar par jour. En 2001, le rendement des actifs de SHARE s'est établi à 1,1 % et celui de CARD à 3,3 %. Au Cambodge, EMT a obtenu un rendement des actifs de 2,3 % en 2001, bien que la moitié de sa clientèle semble vivre dans une extrême pauvreté. Au Népal, les deux tiers des clients de Nirdhan ont moins d'un dollar par jour pour vivre. En 2001-02, l'institution affichait un rendement retraité des actifs de 0,4 %.

De manière plus générale, les nouvelles observations présentées dans *MicroBanking Bulletin* ne permettent pas de détecter une réelle corrélation entre la rentabilité des institutions de microfinance

³¹ Naila Kabeer, « *Money Can't Buy Me Love* »: *Re-evaluating Gender, Credit, and Empowerment in Rural Bangladesh*, Document de travail IDS n° 363 (Brighton, Royaume-Uni : Institute of Development Studies, University of Sussex, 1998).

³² Une institution est dite viable sur le plan financier lorsqu'elle est en mesure d'être rentable dans un contexte totalement régi par les forces du marché, après retraitement des produits d'exploitation au titre de facteurs comme l'inflation, les ressources subventionnées et les dons en nature.

performantes et le montant moyen de leurs prêts, critère indicatif utilisé pour estimer les niveaux de pauvreté³³. Sur les 62 institutions qui ont communiqué des données et qui ont atteint l'autosuffisance financière, les 18 qui ciblent les clients les plus pauvres (le montant de leurs prêts équivaut à 20 % du PIB par habitant) affichent, en valeur moyenne, une meilleure rentabilité que les autres. Les programmes qui ciblent les clients très pauvres affichent de meilleurs résultats en termes de coût par emprunteur, indicateur d'efficacité qui neutralise l'effet du montant plus faible des prêts. Leur efficacité tient à leur productivité plus élevée : le nombre d'emprunteurs par employé est, en moyenne, de 200 pour ces derniers, contre 140 pour les institutions qui servent une gamme plus étendue de clients, et 70 pour les institutions qui servent des clients relativement plus aisés.

Un certain nombre d'institutions de microfinance ont également montré que grâce à une solide gestion et à des opérations efficaces, il est possible de fournir des services sur l'échelle massive requise pour atteindre les milliards de personnes ciblées par les OMD. Grâce à la rationalisation et à la standardisation de ses procédures, ASA, au Bangladesh, ouvre de nouvelles agences pour chaque nouveau groupe de 1800 clients. (Elle a acquis près de 78 000 nouveaux membres par mois tout au long de 2002.) En janvier 2003, ASA comptait plus de 2,1 millions de clients. BRAC, dont le nombre de membres dépasse 3,6 millions, s'est récemment implanté en Afghanistan et, six mois après avoir ouvert ses portes, avait déjà acquis près de 5000 clients. Aceda et EMT ont, chacune, plus de 80 000 clients et comptent, à elles deux, plus de clients que toute autre institution financière cambodgienne. En Amérique latine, Banco do Nordeste, qui offre ses services dans l'une des régions les plus pauvres du Brésil avec un appui très limité de bailleurs de fonds, est devenue, de par sa taille, le deuxième établissement de microfinance de la région. En quelques années seulement, le nombre de ses clients est passé à 110 000. Compartamos, institution financière non bancaire

mexicaine, a presque doublé le nombre de ses clients au cours de l'année écoulée pour devenir le plus important programme d'Amérique latine avec 150 000 membres.

En conséquence, aussi bien les résultats affichés par les différents programmes que les moyennes établies à partir de la base de données permettent de se montrer optimiste et d'espérer que, grâce à des produits et des méthodes novatrices, les institutions de microfinance pourront réduire leurs coûts et servir une clientèle très pauvre de manière rentable. Dès qu'elles seront viables, ces institutions pourront devenir une composante permanente du secteur financier et se développer rapidement pour atteindre une taille importante sans avoir à recourir au financement de bailleurs de fonds.

Conclusion — la contribution de la microfinance à la réalisation des OMD

Aucune intervention ne peut, à elle seule, éliminer la pauvreté. Les pauvres ont besoin d'un emploi, d'instruction et de soins de santé. Certains des individus les plus pauvres ont besoin de bénéficier de transferts de revenus ou de secours immédiats pour survivre. L'accès aux services financiers permet de jeter les fondations nécessaires à la poursuite de beaucoup d'autres interventions essentielles. L'amélioration des soins de santé, du recours aux conseils en nutrition et de l'éducation de manière durable n'est possible que si les ménages gagnent davantage d'argent et contrôlent mieux les ressources financières. Les services financiers contribuent donc à réduire la pauvreté et à atténuer ses effets de multiples manières concrètes. Et de plus, au fur et à mesure que les programmes améliorent leur viabilité financière, ils peuvent servir des clients bien au-delà de ce que leur permettraient les rares ressources que peuvent leur procurer les bailleurs de fonds.

³³ *MicroBanking Bulletin* est publié dans le cadre du Microfinance Information Exchange (MIX), service d'information couvrant presque 200 IMF, réseaux et fonds de placement, dont le CGAP a favorisé le développement au cours des dernières années.



Bibliographie

- Barnes, Carolyn. *Microfinance Program Clients and Impact: An Assessment of Zambuko Trust, Zimbabwe*. Rapport USAID-AIMS. Washington, 2001.
- Barnes, Caroline, Gary Gaile, et Richard Kimbombo. *Impact of Three Microfinance Programs in Uganda*. Rapport USAID-AIMS. Washington : Management of Systems International, 2001.
- Chen, Martha A., et Donald Snodgrass. *Managing Resources, Activities, and Risk in Urban India: The Impact of SEWA Bank*. Washington, AIMS, 2001.
- Cheston, Susy, et Lisa Kuhn. *Empowering Women through Microfinance*. New York : UNIFEM, 2002.
- Chowdhury, A.M.R. et A. Bhuiya. "Do Poverty Alleviation Programmes Reduce Inequity in Health: Lessons from Bangladesh." In *Poverty Inequity and Health*, publié sous la direction de D. Leon and G. Walt. Oxford : Oxford University Press, 2001.
- Hashemi, Syed, Sidney Schuler, et Ann Riley. "Rural Credit Programs and Women's Empowerment in Bangladesh." *World Development* 24, no.4 (1996) : 635-53.
- Hossain, M. *Credit for the Alleviation of Rural Poverty: The Grameen Bank in Bangladesh*. Research Report n°. 55. Washington : IFPRI, 1988.
- Kabeer, Naila. "Money Can't Buy Me Love": *Reevaluating Gender, Credit, and Empowerment in Rural Bangladesh*. IDS Discussion Paper No. 363. Brighton, Royaume-Uni : Institute of Development Studies, University of Sussex, 1998.
- Khandker, Shahidur. *Fighting Poverty with Microcredit: Experience in Bangladesh*. New York : Oxford University Press, Inc., 1998.
- MkNelly, Barbara et Christopher Dunford. *Impact of Credit with Education on Mothers and Their Young Children's Nutrition: Lower Pra Rural Bank Credit Program with Education in Ghana*. Freedom from Hunger Research Paper No. 4. Davis: Calif. : Freedom from Hunger, 1998.
- . *Impact of Credit with Education on Mothers and Their Young Children's Nutrition: CRECER Credit with Education Program in Bolivia*. Freedom from Hunger Research Paper No. 5. Davis, Calif. : Freedom from Hunger, 1999.
- Morduch, Jonathan, et Barbara Haley. *Analysis of the Effects of Microfinance on Poverty Reduction*. Prepared by RESULTS Canada pour l'Agence canadienne de développement international, novembre 2001.
- Mustafa, S., I. Ara, D. Banu, A. Hossain, A. Kabir, M. Moshin, A. Ysuf, et S. Jahan. *Beacon of Hope: An Impact Assessment of BRAC's Rural Development Programme*. Dhaka, Bangladesh : BRAC, 1996.
- Panjaitan-Drioadisuryo, D.M. Rositan, et Kathleen Cloud. "Gender, Self-Employment, and Microcredit Programs: An Indonesian Case Study," *Quarterly Review of Economics and Finance* 39 (1999).
- Pitt, Mark M., Shahidur R. Khandker, Omar Haider Chowdhury, et Daniel Millimet. "Credit Programs for the Poor and the Health Status of Children in Rural Bangladesh," *International Economic Review. À paraître*.
- Rahman, Mizanur, Julie DaVanzo, et Abdur Razzaque. *Fertility Transition, Contraceptive Use, and Abortion in Rural Bangladesh: The Case of Matlab*. Washington : Futures Group International, février 2000.
- Remenyi, Joe, et Benjamin Quinones Jr., directeurs de publication. *Microfinance and Poverty Alleviation: Case Studies from Asia and the Pacific*. New York : Pinter Publishers, Ltd., juin 2000.
- Simanowitz, Anton, en association avec Alice Waters. "Ensuring Impact: Reaching the Poorest while Building Financially Self-Sufficient Institutions, and Showing Improvement in the Lives of the Poorest Women and Their Families." Publié dans *Pathways out of Poverty: Innovations in Microfinance for the Poorest Families*, sous la direction de Sam Daley-Harris. Bloomfield, Conn. : Kumarian Press, Inc. 2002.
- Schuler, S.R., et S.M. Hashemi. "Credit Programs, Women's Empowerment, and Contraceptive Use in Rural Bangladesh." *Studies in Family Planning* 25, no. 2 (1994).
- Zaman, Hassan. *Assessing the Poverty and Vulnerability Impact of Micro-Credit in Bangladesh: A Case Study of BRAC*. Washington. : Banque mondiale

Les auteurs de cette note sont Elizabeth Littlefield, Directrice du CGAP, Washington ; Jonathan Morduch, Professeur adjoint, Politiques publiques et économie, New York University ; et Syed Hashemi, Spécialiste de la microfinance au CGAP, Washington

N'hésitez pas à faire lire cette Note Focus à vos collègues ou à nous demander des exemplaires supplémentaires de ce numéro ou d'autres études.

Toutes les études du CGAP sont disponibles sur le site web du CGAP : www.cgap.org.